

Action Banque populaire – BDS – Clermont-Fd – 29 mai

Des militants interpellent l'AG de la Banque populaire sur son éthique

Vingt militant-e-s AFPS-BDSF 63, ATTAC 63, CCFD-terre solidaire 63, CGT 63, LDH 63 et Solidaires Auvergne se sont rassemblés le 29 mai durant une heure, malgré une pluie fine, devant l'entrée de l'AG des sociétaires de la Banque Populaire-Caisse Épargne pour la région Auvergne/Rhône-Alpes (au Cosmo, à Clermont-Fd), dans le cadre de la campagne nationale dénonçant la complicité des banques françaises avec la colonisation et l'industrie militaire israéliennes, et leur manque d'éthique:
<http://www.france-palestine.org/+Campagne-banques-et-assurances-197-+> .

Une grande banderole dénonçant la complicité des banques avec la colonisation israélienne a été déployée devant l'entrée du bâtiment, ainsi que les drapeaux des 6 organisations appelant à cette manifestation. Environ 240 tracts ont été distribués aux sociétaires venant à l'AG. Le tract a été bien accepté par la majorité des arrivants, et a donné lieu à quelques discussions positives. Ce tract de 6 pages était constitué d'un DOC explicatif détaillé de 4 pages sur la Banque Populaire, encarté avec un résumé illustré de 2 pages sur Natixis (voir les deux fichiers en liens, préparés à l'aide du matériel transmis par l'AFPS d'Annonay et l'AFPS Paris-Centre).



Un courrier de l'AFPS 63, membre de l'Union Régionale des groupes AFPS, avait été envoyé au président de la BPCE régionale, deux semaines auparavant. Le comité d'accueil du

Cosmo nous a demandé de nous pousser un peu pour laisser un passage en cas de besoin d'urgence, et nous nous sommes poussés légèrement.



Deux autres militant-e-s AFPS 63 étaient présents à l'intérieur de l'AG, dont l'une a pris la parole (*) en résumant le contenu du tract. Quelques sociétaires ont soupiré d'agacement, d'autres ont applaudi. Le président de la BPCE AURA a répondu, en présence du Directeur Général qui acquiesçait, qu'il ne faisait pas de politique dans son activité de président, qu'il se limitait aux aspects régionaux et n'était pas président de Natixis. Il a toutefois indiqué qu'il ferait remonter le message au national, comme en 2017, et qu'en outre il enverrait une photo de notre forte mobilisation à l'entrée de l'établissement. Un sociétaire a évoqué le renflouement de Natixis par la BPCE, qui a pu pénaliser les sociétaires.



A noter aussi que la BPCE a distribué des prix de plusieurs milliers d'euros à des lauréats de projets humanitaires, sociaux ou écologiques, en lien avec des collèges et lycées techniques, et le quotidien La Montagne. Ce qui contraste avec sa complicité de fait avec la colonisation et l'industrie militaire israéliennes.

() **Texte de la prise de parole** : « Nous sommes plusieurs sociétaires et clients à être interpellé par le fait que la Banque Populaire et sa filiale Natixis continuent à entretenir des rapports étroits avec les banques israéliennes. Nous savons que le système bancaire israélien finance activement la colonisation en Cisjordanie. Or, la colonisation des territoires palestiniens par Israël est illégale au regard du Droit International comme le rappelle régulièrement l'ONU. Pourtant, le gouvernement israélien vient encore d'annoncer*

une nouvelle phase de construction ! Participer à l'expansion coloniale illégale de cet État place du coup l'administration du groupe BCPE en porte à faux vis-à-vis des valeurs qu'elle affirme en matière de Droit de l'Homme me semble-t-il ? (« Grandir Autrement »). Je réitère donc la question déjà posée par des sociétaires lors de l'AG en mai 2017 : Que compte faire le groupe BPCE pour cesser de contribuer de fait à la violation du droit international ?